



Croyances et instrumentalisation à Madagascar

HARISOA RASAMOELINA

Mars 2012



Sommaire

Introduction

I. Le concept de *fihavanana*

I.1 Le *fihavanana* : un contenu révolu

I.2 Le *fihavanana* : enjeux actuels et manipulation

a Le *fihavanana* : un concept exclusif

b Le *fihavanana* : un concept dont les sens ont été pervertis

c Le *fihavanana* : un concept problématique en milieu urbain et modernisé

II. La gérontocratie à Madagascar : entre mythe et réalité

II.1 Rappel historique

II.2 Les concepts de *raiamandreny* et du *fihavanana* : liens et conséquences

II.3 Instrumentalisation et perpétuation dans le contexte actuel

a Au sein de la famille nucléaire

b Le rôle joué par l'école

c Le rôle des institutions religieuses

d Dans la vie politique

II.4 Les conséquences

III. La construction identitaire malgache : le Malgache existe-t-il ?

III.1 La dichotomie merina – côtier

III.2 La stratification sociale en castes ou groupe statutaire à Madagascar

Conclusions

Bibliographie et webographie



Introduction

Le respect du *fihavanana*, concept quasi sacré, serait l'une des caractéristiques qui nous distingue le plus des autres peuples du monde. En témoigne d'ailleurs l'*intraduisibilité* du concept vers d'autres langues, comme l'évoque par ailleurs Christian Alexandre¹. Pourtant, cette perception est-elle juste ou n'est-elle que le fruit d'une de nos croyances? La croyance en l'existence et particularité du *fihavanana* n'est pas la seule croyance qui conditionne nos attitudes et nos comportements. En effet, l'utilisation quasi abusive du concept de *raiamandreny* manifeste aussi une croyance fortement ancrée selon laquelle seuls les aînés détiennent l'autorité légitime. Pour nous rassurer, nous avons alors le besoin de considérer nos dirigeants comme étant des *raiamandreny*, même si les rôles d'un *raiamandreny*, qui se traduit par « père et mère », n'ont rien à avoir avec les rôles de dirigeants élus dans un système démocratique. Enfin, nos croyances concernant nos diversités ethniques et la structuration en castes de nos sociétés, qu'elles soient réelles ou imaginaires, continuent d'alimenter notre imagination et conditionnent nos rapports aux Autres, à ceux qui ne sont pas « comme nous », issu de la même famille, de la même caste, de la même région, du même ancêtre ou *raza*...

L'histoire révèle pourtant que ces croyances, qui déterminent nos attitudes et nos comportements, ont joué un rôle important dans le développement et l'internalisation d'autres concepts plus modernes, tels que la Nation, la démocratie, les valeurs républicaines, l'Etat... Pouvons-nous dire que ces nouveaux concepts ont été acceptés comme étant de nouvelles normes qui régissent notre société? Il semble

que ces nouveaux concepts, à l'instar du syncrétisme qui caractérise la pratique religieuse à Madagascar, aient eu du mal à être internalisés. La juxtaposition des anciens et nouveaux concepts dans l'inconscient collectif, et l'absence d'une véritable politique d'intégration créent un flou au niveau des individus et des communautés. Pire, ce flou, au lieu d'être clarifié, avait été entretenu et utilisé par les dirigeants successifs afin de maintenir le pouvoir et de perpétuer des pratiques qui ne respectent pas toujours les valeurs républicaines.

Les cinquante années d'indépendance de Madagascar et la pauvreté généralisée, les crises sociopolitiques qui secouent régulièrement le pays, ainsi que la difficulté manifeste de progresser dans le processus de démocratisation nous amènent à nous poser les questions légitimes sur notre devenir si nos croyances continuent d'influencer aussi négativement nos choix. Le fait que nous croyons à ces concepts n'aurait pas été bien grave, si nous avions saisi à un moment de notre histoire collective que ces concepts n'étaient plus suffisants pour gérer efficacement les différentes fractures qui existent au sein de notre société. Malheureusement, les tenants du pouvoir, aussi bien au niveau local que national, ont compris que maintenir l'illusion de l'efficacité de ces concepts leur permettait de maintenir une certaine légitimité, et de par là même à maintenir le pouvoir. Si les crises cycliques constituent des étapes, certes violentes, de notre histoire, elles sont dans une certaine mesure, utiles pour faire avancer les débats dans le processus de démocratisation. Mais elles sont surtout la manifestation d'un mal-être plus profond, qui nécessite des remises en cause de nos croyances les plus importantes.

La croyance peut être définie comme étant la *certitude plus ou moins grande par laquelle l'esprit admet la vérité ou la réalité de quelque*

¹ in Christian Alexandre (2003), Le Malgache n'est pas une île, Foi et Justice, Série « Soatoavina malagasy – valeurs malgaches »



● chose². Elle est aussi définie comme étant *l'adhésion de l'esprit qui, sans être entièrement rationnelle, exclut le doute et comporte une part de conviction personnelle, de persuasion intime*. La croyance ne permet pas de justifier l'existence ou non de l'objet ou idée, ou concept, auquel un individu croit. A partir du moment où l'individu croit que cet objet existe, indépendamment de son existence objective ou réelle, cet objet ne peut qu'exister, du moins dans son système de représentation. Les croyances collectives, sur lesquelles la présente étude est consacrée, sont des croyances partagées au sein d'un groupe social. Les croyances individuelles se construisent à partir de ce que chaque individu croit que les autres croient. Les croyances sont donc essentiellement interactives³, elles s'alimentent, se renforcent et se réinventent grâce aux interactions sociales, pour finir par faire partie intégrante de l'imaginaire collectif.

La croyance conditionne l'attitude de l'individu. Par attitude, on entend « *la disposition d'esprit, déterminée par l'expérience à l'égard d'une personne, d'un groupe social ou d'une chose abstraite (problème, idée, doctrine, etc.) et qui porte à agir de telle ou telle manière* » C'est l'attitude qui détermine le comportement d'un individu donné, le comportement pouvant être défini comme « *l'ensemble de réactions observables chez un individu placé dans son milieu de vie et dans des circonstances données* » A titre d'exemple, la croyance en l'existence de plusieurs ethnies à Madagascar conduit à des préjugés (attitudes) sur la supériorité de certaines ethnies sur d'autres, générant des comportements discriminatoires tel que le manque de respect.

Dans cette optique, il n'est pas tellement nécessaire de juger de l'existence ou de la pertinence des concepts. Le fait que certains groupes sociaux les croient comme existants suffit à les rendre réels. Il faudrait plutôt s'interroger sur leurs influences sur les attitudes

et comportements, et les conséquences de celles-ci au niveau du groupe. Tel est le principe essentiel qui sous-tend cette étude. S'il s'avère impératif de modifier les attitudes et comportements, parce que jugés nuisibles pour le groupe, il est nécessaire de changer nos rapports avec les croyances dans un premier temps, ou du moins y apporter des éléments de doute, qui permettront un processus réfléchi de remise en cause.

La présente étude voudrait apporter une modeste contribution au débat sur l'importance de ces concepts dans la société malgache d'aujourd'hui. La désacralisation des concepts auxquels nous accordons tant de crédit ne serait-elle pas une solution à long terme pour faire avancer positivement notre société vers un mieux vivre ensemble ? La désacralisation ne détruit pas nos croyances. Au contraire, elle nous aide à les apprivoiser afin de rationaliser nos rapports avec elles. En effet, tant que nous croyons à ces concepts, ils existeront, mais nous pourrions les utiliser d'une manière plus rationnelle et nécessairement plus objective. Nous n'en serions pas les victimes, mais nous en serions les maîtres, et nous pourrions alors déjouer tous ceux qui voudraient encore les instrumentaliser à nos dépens.

Nous verrons d'une manière plus précise quelles sont les manifestations et les conséquences de cette instrumentalisation des croyances dans notre vie quotidienne et collective, et en particulier comment elle avait légitimé, à notre insu ou avec notre complicité, le pouvoir des différents dirigeants qui se sont succédés à Madagascar. Résolument tournés vers le futur, il est important que soient proposées des solutions concrètes afin que cette désacralisation puisse être une réalité future, en considérant qu'un tel processus ne peut se faire dans un laps de temps trop restreint. Seule la définition de politiques appropriées pourrait apporter une solution globale et pérenne à un tel projet. Il est entendu

I. Le concept de *fihavanana*

I.1 Le *fihavanana* : un contenu révolu

Définir le *fihavanana*⁴ n'est pas une chose aisée. Sa signification littérale et première ramène aux

² Source : Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL), url :

<http://www.cnrtl.fr/definition/croyance>

³ In Jacques Van Riillaer (2009), *Les croyances : une question d'interactions sociales*, dossier coordonné par Nicolas Gauvrit – SPS n°284, url : <http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?article1116>

⁴ ou fihavana, filongoa dans d'autres dialectes



liens du sang, soit la parenté. Le mot *havana* veut dire initialement partager le même sang. Sylvain Urfer et Patricia Rajeriarison⁵ proposent la définition suivante : « *Dérivé de havana (parent), le mot fihavanana désigne donc les relations sociales vécues sur le mode parental* ». Partant de cette définition, nous comprenons que les relations établies entre les malgaches devraient être de la même nature que les relations qu'ils établissent avec les membres de leur famille. Les relations familiales sont essentiellement caractérisées par la tolérance et la solidarité. La tolérance implique le pardon face aux erreurs commises par les autres, et la solidarité induit la notion de réciprocité, aussi bien dans les événements heureux que malheureux.

Au niveau social, le respect du *fihavanana* génère des mécanismes et des décisions qui peuvent gérer les conflits et les crises et permet un vivre ensemble harmonieux. Le *fihavanana* intervient dans une perspective communautariste et prévient l'individualisme, ce qui d'une certaine façon, est bien compréhensible car il est vital de rester ensemble pour affronter des conditions de vie difficiles, voire dangereuses. Ce n'est pas une spécificité malgache et, même dans le monde d'aujourd'hui, il n'est plus envisageable de vivre isolé, coupé de tout.

Cette conception du *fihavanana* avait été définie à une époque où les communautés étaient restreintes, et les ressources disponibles étaient suffisantes pour une répartition égalitaire, ou du moins une répartition non problématique. Face à la complexification de la société contemporaine, notamment à cause de la pression démographique, les nouveaux rapports de force et de pouvoir, l'urbanisation et les nouveaux enjeux économiques, il est devenu de plus en plus difficile d'avoir une compréhension commune de ce que le respect du *fihavanana* implique. En effet, le contenu du concept n'avait pas évolué alors même que son contexte d'utilisation a radicalement changé. Le *fihavanana* a alors été perverti et instrumentalisé.

⁵ in Patricia Rajeriarison, Sylvain Urfer (2010), Idées reçues : Madagascar, Histoire et Civilisations, Ed. Le Cavalier Bleu

I.2 Le *fihavanana* : enjeux actuels et manipulation

a. Le *fihavanana* : un concept exclusif

L'une des limites du concept de *fihavanana*, c'est le fait qu'il induit l'exclusion. En effet, le sens originel s'applique entre les personnes qui sont liées par les liens du sang ou à travers des alliances matrimoniales. Il y a donc ceux qui sont des *havana* en opposition à ceux qui sont des *non havana*. Cette exclusion est toujours présente, surtout quand le concept s'applique à des communautés de plus en plus larges. Pour chaque individu, les cercles de *fihavanana* se définissent par opposition à d'autres cercles : les *havana*, ce sont d'abord les membres de la famille nucléaire, puis ceux de la famille élargie, ensuite ceux du même quartier, puis les habitants de la région, et enfin tous les autres malgaches, en opposition aux autres peuples du monde.

Cette exclusion semble de plus en plus marquée actuellement : le *fihavanana* a du mal à dépasser les cercles proches, à savoir la famille nucléaire et élargie et la communauté d'origine. La tolérance ne s'applique que pour ceux qui sont considérés comme des *havana*, et ceux-ci se résument parfois aux membres de la famille nucléaire. En effet, les tensions et conflits familiaux tendent à devenir de plus en plus fréquents, surtout quand un héritage important est en jeu. La construction identitaire devient problématique, car un individu se définit d'abord par rapport à son cercle le plus proche avant toute autre considération, et non pas par rapport au fait qu'il est malgache. . Nous verrons cet aspect un peu plus en détail dans la partie consacrée à la construction identitaire.

b. Le *fihavanana* : un concept dont les sens ont été pervertis

Le sens du concept de solidarité, inhérent au *fihavanana*, a été perverti, conduisant à une utilisation abusive à l'intérieur des cercles de *fihavanana*. Les *havana*, solidaires les uns des autres, se doivent de se soutenir mutuellement, au risque de se voir reprocher leur manque d'égards aux liens du *fihavanana* : au niveau familial, les moins lotis exigent que leurs *havana* mieux lotis s'occupent d'eux, comme si



cela leur était dû. La question du mérite n'a pas de sens. Il est fréquent de voir des familles entières qui vivent aux crochets de l'un de leurs membres qui a réussi, au nom du *fihavanana*. Il en est de même au niveau des autres cercles du *fihavanana*. Le népotisme et le clientélisme sont ainsi cautionnés à tous les niveaux, car certains n'hésitent pas à faire appel au *fihavanana*, pour influencer leurs proches pour avoir des postes importants. Il suffit de voir les relations de parenté que les tenants de pouvoir actuels ont entre eux pour apprécier à quel point le népotisme et le clientélisme sont devenus la règle. Les valeurs ne sont plus partagées, et la société a complètement perdu ses repères.

c. Le *fihavanana* : un concept problématique en milieu urbain et modernisé

Il est aussi souvent évoqué que la rupture des liens du *fihavanana* est essentiellement un problème urbain, alors que le *fihavanana* est une réalité vécue par la population rurale et leur permet encore de vivre ensemble d'une manière harmonieuse. Pas plus tard qu'en décembre 2011, au cours d'un atelier sur les résultats d'une étude sur la violence réalisée à Antananarivo et Toliary⁶, le débat a été âpre quant aux résolutions à prendre, car estimait-on, les problèmes de rupture des liens du *fihavanana* concernent plutôt le milieu urbain que le milieu rural.

Cette croyance au caractère urbain de la détérioration du *fihavanana* voile ou ignore d'une manière voulue l'existence de réalités qui touchent essentiellement le monde rural : au nom du *fihavanana* et du respect des traditions auxquelles elles ne peuvent se soustraire au risque d'être exclus, des familles sacrifient annuellement le peu qu'elles possèdent pour les *adidy*⁷ et pour maintenir leur dignité face aux

⁶ Etude mandatée par le Programme des Nations Unies pour le Développement, et réalisée par un cabinet d'études privé, le CAETIC ou Centre d'Appui à l'Etude et aux Technologies de l'Information et la Communication

⁷ Participation aux dépenses engendrées par une festivité ou un événement quelconque. Les *adidy* sont obligatoires, et sont le plus souvent de nature monétaire, et sont donnés aux organisateurs. En retour, ceux-ci offrent aux invités ou aux participants des repas gratuits, ainsi que le *nfonkena mitam-*

autres, le fameux *henamaso*⁸, même si pour cela, les enfants doivent vivre dans la misère et les parents épargnent dans le but unique de pouvoir remplir leurs devoirs et payer leurs *adidy*. D'ailleurs, opposer le monde rural au monde urbain, et croire à un rythme différent de développement pour ces deux mondes ne peut que nous induire en erreur car le monde urbain et le monde rural sont complémentaires, vu le caractère inévitable de l'urbanisation à Madagascar⁹. Véhiculer le caractère urbain des problèmes liés au *fihavanana* éclaire plutôt le fait que ceux qui l'instrumentalisent légitiment leurs actions à travers le respect des traditions, plus vivaces en milieu rural.

Le *fihavanana* est devenu comme une sorte d'abri sous lequel nous vivons sous l'illusion d'être uniques, sages et éclairés. Pourtant, du fait de son caractère exclusif et de ses sens multiples, son instrumentalisation a rendu possible des dérives, dont les conséquences les plus visibles sont le népotisme et le clientélisme.

II. La gérontocratie à Madagascar : entre mythe et réalité

II.1 Rappel historique

Historiquement, la gérontocratie était une réalité à Madagascar avant le XVe siècle, durant l'époque clanique. Le clan, ou *foko*, et dont le territoire était le *fokontany*, et l'ensemble de la communauté, le *fokonolona*, était issu d'un même ancêtre ou raza. Il était « dirigé par le plus âgé de la lignée ainée, assisté du conseil des anciens »¹⁰. C'est à cette époque aussi que le *marimaritra iraisana* ou consensus a été utilisé comme une forme de prise de décision, à l'issue de débats auxquels assistaient uniquement les membres du conseil ou les *raiamandreny*.

pihavanana, ou la viande de zébu qui permet de consolider les liens du *fihavanana*.

⁸ Signifie littéralement « la honte du regard de l'autre », in Voankazoanala (2011), Le *henamaso*, taureau à dompter, Foi et Justice, série « Soatoavina malagasy »
⁹ in Banque mondiale (2011), L'urbanisation ou le nouveau défi malgache

¹⁰ in Raymond A Ramandimbilhatra (2010), Etat et Ethnicité à Madagascar, FES Madagascar



Vers le XVe siècle sont nés les premiers royaumes malgaches et la relation entre dominant et dominé ne se base plus sur l'âge et le sexe. Les *raiamandreny* ont ainsi perdu leur pouvoir au profit des rois, mais ont-ils pour autant perdu leur autorité et leur légitimité ? L'histoire montre que malgré cette perte de pouvoir, les aînés ont continué de jouer un rôle très important. En effet, l'autorité des aînés n'était pas seulement d'ordre temporel, elle puiserait également sa source dans son origine sacré : les aînés représentent le lien entre les mortels et leurs ancêtres, les *razana*, en même temps que ces derniers constituent des intermédiaires entre les vivants et *zanahary*, le dieu créateur.

Comprenant l'influence considérable des *raiamandreny* dans les représentations mentales des malgaches, ceux qui ont dirigé le pays ont instrumentalisé cette conception, en s'appropriant le titre de *raiamandreny*. Les rois l'avaient utilisé pour supplanter les autorités claniques. En effet, ils ont légitimé leur pouvoir à travers l'utilisation des rites et croyances des anciens comme en témoigne la reprise du culte des ancêtres au profit des rois et reines, à l'exemple des sociétés sakalava de l'Ouest malgache où le culte des reliques des ancêtres s'est progressivement mué en culte des reliques des ancêtres royaux¹¹.

Les souverains *merina* ainsi que les colonisateurs utiliseront le même procédé, partant de l'utilisation des mêmes croyances pour légitimer leur pouvoir même si les procédés diffèrent. Ceux qui étaient au pouvoir (les *ampanjaka*, les *mpanjaka*, les *merina*, les colons) ont maintenu les *raiamandreny* dans l'illusion de leur importance, car ils ont compris que ces derniers gardaient une légitimité auprès de la population qui a majoritairement gardé le culte des ancêtres comme pratique religieuse, ou a combiné la pratique avec le christianisme.

En même temps, les *raiamandreny* ont maintenu cette légitimité par tous les moyens, notamment à travers la perpétuation des rites ancestraux, et d'une manière plus concrète, à travers les

proverbes et autres citations. Cette influence réciproque pourrait être à l'origine de la gérontocratie latente actuelle, qui bénéficie à la fois aux *raiamandreny* et aux dirigeants d'un système qui se veut être désormais républicain. Avec l'avènement de l'Indépendance, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de s'approprier le titre de *raiamandreny*, et ceci depuis le président de la république jusqu'au petit fonctionnaire perdu dans la brousse.

II.2 Les concepts de *raiamandreny* et du *fihavanana* : liens et conséquences

Le concept de *raiamandreny* est toujours utilisé parce qu'il continue d'exercer sur nous un pouvoir immense. En effet, le *fihavanana*, rappelons-le, est la transposition des relations familiales au niveau des interactions sociales. Cette transposition se fait jusqu'au niveau de la structuration sociale qui est une réplique de la structure familiale : les rôles de parents ou *raiamandreny* et enfants ou *zanaka* doivent être respectés, sans cela, c'est la structure même qui s'effondre. Les *raiamandreny* possèdent la vérité et ont toujours le dernier mot, dans tous les domaines de la vie : « *tompon'ny teny farany* ».

Dans la société, certains deviennent ou sont sacrés *raiamandreny*, parce que la position qu'ils occupent leur permettent d'agir en tant que tels : ils ont l'âge, l'expérience, l'argent, l'influence, un titre ou un poste important... qui leur permet d'asseoir leur autorité, et de fournir divers petits services et conseils à ceux qui ont en besoin. En outre, cette même position leur permet de susciter facilement l'admiration et la soumission de ceux qui se positionnent comme des *enfants*. En conséquence, un nombre important d'*enfants*, ceux qui ont bénéficié de services et conseils, lui témoignent leur allégeance et leur loyauté, parce qu'ils recherchent un protecteur et un guide. Cette allégeance et cette loyauté seront d'autant plus fortes que le service rendu sera important. En même temps, elles résistent à l'épreuve du temps, car une fois acquises, elles acquièrent un caractère quasi sacré : dans l'inconscient, le *raiamandreny* occupe véritablement la place de père ou de mère, une place qui est difficilement critiquable. A titre d'exemple, la loyauté, qui frise la vénération, des *zanak'i dada*, ou encore

¹¹ in Marie Pierre Ballarin (...), Culte des ancêtres royaux et légitimation du pouvoir dans la région de Majunga (nord-ouest de Madagascar) 1822-2004, p 191 - 217



- la nostalgie avec laquelle les partisans de *deba* évoquent le passé socialiste. Ce besoin de protection et de guide, ainsi que l'établissement d'une relation de type « patron » et « client » à travers les services rendus, sont les principaux éléments sur lesquels le mécanisme d'instrumentalisation du concept de *raiamandreny* se repose.

II.3 Instrumentalisation et perpétuation dans le contexte actuel

a. Au sein de la famille nucléaire

Très tôt, les jeunes apprennent qu'il leur faut respecter les aînés et leurs parents, en particulier le père, dans le cercle familial, et tous les adultes dans les cercles élargis. Beaucoup de rituels sociaux maintiennent cette croyance : la primauté de la parole aux aînés, l'impossibilité pour les femmes, les jeunes et les enfants (à l'instar des conseils des anciens) de prendre la parole ou de faire le *kabary*, sauf en cas d'accord préalable. Si toutefois ces catégories « inférieures » prenaient la parole, ils le font en commençant soigneusement par éviter le *tsiny*. Il est d'usage de prendre conseils auprès des aînés quand il faut prendre une décision importante, compte tenu de leurs expériences, de leur sagesse, mais aussi de l'autorité qu'ils exercent. Ce statut quasi sacré attribué aux aînés est transmis d'une manière continue au sein de la famille nucléaire et élargie, dont les rencontres périodiques sont autant d'occasion pour cultiver et asseoir cette autorité.

b. Le rôle joué par l'école

L'école prend le relais, et l'éducation civique actuelle apprend à nos jeunes enfants qu'ils n'ont pas le droit de contredire les adultes, et qu'ils doivent suivre à la lettre ce que leurs parents leur disent. Ces deux dernières consignes sont explicites dans les leçons d'éducation civique des classes primaires. En même temps, l'apprentissage de certains *ohabolana* ou proverbes constitue toujours un moyen important pour véhiculer auprès des jeunes générations les valeurs malgaches. A titre d'exemple, les proverbes suivants sont révélateurs de la place occupée par les jeunes dans la hiérarchie sociale : « *Manan-joky, afak'olan-teny, manan-jandry*

*afak'olan'entana*¹²», «*Ny zoky be hoatry ny ray ihany*¹³ » ou encore «*Ny anatry ny ray toy ny tsipak'ombalahy : mahavoa, mahafaty ; tsy mahavoa mahafanina*¹⁴ ». Comment pourraient-ils développer plus tard le sens critique s'ils sont ainsi conditionnés dès le départ à un tel endoctrinement ? Ceci est d'autant plus alarmant quand on voit l'engouement actuel des jeunes pour les *kabary*, un excellent moyen pour utiliser les jeux de mots et proverbes, et autres façons d'éviter les affrontements verbaux directs, mais qui ne sont pas toujours réputés pour la clarification des contenus des concepts véhiculés.

c. Le rôle des institutions religieuses

Les institutions religieuses jouent un rôle important en maintenant cette relation de type parent/enfant, et en acceptant, à chaque régime, de participer aux jeux du pouvoir. Même si la laïcité de l'Etat avait été tenue en compte dans la Loi fondamentale, les institutions religieuses, notamment chrétiennes, ont contribué d'une manière significative au maintien de cette relation, en cautionnant les pouvoirs successifs, notamment en acceptant de participer aux différents cultes et autres célébrations donnés dans le cadre d'activités purement politiques. L'intervention actuelle du FFKM, en tant que *raiamandreny* dans le processus de résolution de la crise, démontre à quel point il est encore difficile de faire la part des choses entre la politique et le religieux.

d. Dans la vie politique

D'un point de vue politique, les personnes qui désirent se présenter aux élections, qu'elles soient locales, régionales ou nationales, ont toujours eu à cœur de prendre conseil d'abord auprès des anciens ou aînés, les *tangalamena*, les *mpitazona hazomanga* ou autre *lonaka*. Il

¹² C'est à l'aîné de prendre la parole et de donner son avis. Le cadet doit écouter et se contenter d'exécuter les corvées (ici, porter les bagages)

¹³ Un aîné est comme un père

¹⁴ Les reproches du père ont toujours un effet considérable, qu'elles soient tenues en compte ou non. L'accent est ici mis sur la culpabilisation du jeune qui ne tient pas compte de ce que son aîné lui dit.



est courant de voir un intellectuel, ayant quitté depuis longtemps sa communauté d'origine, revenir vers ses *raiamandreny*, les aînés de sa famille, ou de sa région de provenance, quand le temps vient pour lui de faire carrière dans la politique. L'aval sous la forme de *tso-drano*¹⁵ a une fonction légitimante, mais permet aussi de sceller une alliance, concrétisation du *fihavanana*. Le *tso-drano* est rarement gratuit.

II.4 Les conséquences

Les principales conséquences sont la *déresponsabilisation* des malgaches, et en particulier des jeunes, qui se manifeste d'une manière généralisée : déresponsabilisation dans le processus de développement, dans la vie publique et surtout dans la vie politique. En effet, au nom du respect que nous accordons à nos *raiamandreny*, et du caractère quasi sacré qui entoure leurs personnes, nous avons appris à ne pas remettre en cause leurs jugements. En outre, la définition même de la notion d'Etat dans une démocratie s'en trouve considérablement influencée. En effet, dans un Etat de droit, tous les citoyens sont égaux devant la loi, mais l'attribution d'un caractère quasi sacré aux *raiamandreny* rend difficile cette égalité, et peut rapidement conduire à la culture de l'impunité. Les débats actuels autour des questions relatives à l'amnistie sont révélateurs de ce rapport difficile avec la notion de *raiamandreny*. En effet, tous ceux qui sont concernés par l'amnistie portent tous le statut de *raiamandreny*. Il est alors difficile de faire la part des choses entre l'aspect purement légal et une légitimité entretenue de longue haleine. Cette situation est renforcée par une construction identitaire malgache encore problématique.

III. La construction identitaire malgache : le Malgache existe-t-il ?

La question des origines survient toujours dans une conversation entre malgaches, tôt ou tard. Quand les amitiés se forment ou quand les couples s'unissent, les questions sur les origines se posent insidieusement, quand ce n'est pas

¹⁵ trad. litt : bénédiction

d'une manière directe. Dans les réponses, on recherche systématiquement, peut-être d'une manière inconsciente, les similitudes, ou d'hypothétiques branches apparentées. Ainsi, c'est avec un certain soulagement que l'on apprend que son vis-à-vis vient aussi d'un tel village, ou que sa famille était un *valovotaka*¹⁶, que son église familiale et ancestrale est la même que la nôtre, ou encore qu'il avait un très lointain parent qui venait du même ancêtre, qui avait épousé un tel autre... *Manadihady*¹⁷, un procédé dans lequel nos grands-parents excellaient pour pouvoir situer une personne donnée dans la hiérarchie sociale, et pour apprécier si l'autre appartient au même groupe social que soi.

Ce comportement à la limite discriminatoire, révèle encore certaines normes sociales héritées du *fihavanana*, qui tendent vers l'enfermement sur soi et son groupe d'appartenance, à l'instar de la pratique du *lova tsy mifindra*¹⁸, ou de l'utilisation des expressions *isika samy isika*¹⁹. Ces comportements révèlent une construction identitaire initialement basée sur la famille élargie - l'existence des associations familiales²⁰ est particulièrement révélatrice - d'une part, et d'autre part sur le territoire, ou le *tanindrazana*, qui est associé au village d'origine, lieu d'implantation du tombeau familial. A partir de ces deux points fondamentaux, les identités se construisent ensuite autour de l'appartenance à une ou plusieurs sous populations régionales données, puis à partir de l'appartenance ou non à des institutions religieuses. C'est seulement en opposition à l'étranger ou *vazaha* que le malgache s'identifie en tant que malgache, issu

¹⁶Le terme qualifie un étranger qui s'est installé depuis des années à un endroit donné (plus de huit ans), qui s'est tellement imprégné de la culture locale qu'on ne le différencie plus des autochtones ou *tompontany*. Les *valovotaka* vont jusqu'à se faire construire des tombeaux dans leur nouveau lieu d'appartenance.

¹⁷ trad.litt enquêter ou questionner

¹⁸ Principe utilisé par les familles pour conserver l'héritage familial : les mariages hors des familles non apparentées n'est pas recommandé

¹⁹ trad.litt : « nous sommes entre nous »

²⁰ Les associations familiales sont souvent appelés : *Terak'i* ... signifiant « descendant de » Elles se réunissent régulièrement, organisent des visites dans le *tanindrazana* ou lieu de provenance des ancêtres, où se situe le tombeau familial. Elles constituent un capital social important.



d'un peuple qui occupe un territoire nommé Madagascar. L'utilisation des expressions exclusives est ici encore révélatrice : *isika samy malagasy*.²¹ La primauté de ces multiples identités sur l'identité nationale conduit souvent au débat de l'existence d'une nation malgache.

III.1 La dichotomie *merina* - côtier

Selon les résultats d'une étude menée par le Centre d'Etudes sur les Conflits, le Développement et la Paix à Madagascar²², corroborées par les études historiques, il n'existe pas de conflit ethnique identitaire à Madagascar. Cette dichotomie avait été créée par le pouvoir colonial pour favoriser son emprise sur Madagascar à travers les dissensions, mais aussi en étouffant toute velléité nationaliste, un risque que les colons ne pouvaient pas courir, d'autant plus que des signes de ce nationalisme et xénophobie avaient déjà eu lieu, notamment pendant le règne de la reine Ranaivalona Ière.

Malheureusement, la croyance en cette dichotomie continue d'influencer les comportements des jeunes d'aujourd'hui, indépendamment des révélations sur son origine historique. Si ces comportements ne sont pas forcément discriminatoires, ils révèlent une certaine méfiance, un climat de peur et de rancune, dont les sources sont assez obscures, et alimentées d'une manière continue par de nouvelles légendes. Ceci confirme d'ailleurs l'existence d'une fracture sociale tenace dont l'origine provient du caractère oral de notre culture²³ : les *lovantsofina*²⁴ constituent le mode de transmission du passé historique, et quoique puissent dire les écrits, les impacts de ces traditions orales sont plus importants au niveau des croyances. En exemple, il est impressionnant de voir les effets pervers des rumeurs sur les comportements collectifs, qui

²¹ trad litt. « Entre nous malgaches »

²² In Oliver Jütersonke, Monsef Kartas (2010), *Peace and Conflict Impact Assessment, Madagascar*, The Graduate Institute, Centre on conflict, Development and peacebuilding, Geneve

²³ Ibid.

²⁴ L'héritage, valeurs, croyances...se transmettent oralement à travers des histoires, des contes et légendes. Il est ainsi difficile de retracer la véracité historique des faits.

peuvent d'une manière très soudaine et inattendue passer d'un calme apparent à une violence inouïe.

Au nom de la croyance en cette dichotomie qui oppose les *merina* aux côtiers, il est d'usage de savoir composer avec les différentes populations régionales pour trouver un équilibre fragile, car dit-on, nous risquerions de tomber dans les abîmes d'une guerre civile toujours annoncée mais jamais apparue, ce qui révèle en fait qu'au fond, cette dichotomie a une part de facticité. Les mariages et autres alliances intergroupes sont de plus en plus nombreux, réduisant progressivement la proportion de personnes ayant une identité ethno régionale unique, sauf en milieu rural reculé où les difficultés de transport et de circulation enclavent non seulement physiquement, mais aussi psychologiquement. Toutefois, il est vrai que cette opposition nous rend méfiant les uns vis-à-vis des autres, générant aussi bien des attitudes discriminatoires qu'auto discriminatoires. Et il est encore plus vrai que malgré les avancées notoires dans les recherches historiques concernant cette dichotomie, son instrumentalisation continue au détriment de la population générale, qui n'y voit que du feu, et qui continue d'alimenter ses propres légendes, renforçant les fractures sociales qui existent déjà. Jütersonke et Kartas²⁵ évoquent d'ailleurs que « *le recours spontané à cet argument permet de déclarer que les divisions ethniques et tribales sont devenues l'explication la plus populaire des causes d'instabilité à Madagascar* ». Ceci est révélateur de l'importance de la croyance que nous accordons à cette dichotomie.

III.2 La stratification sociale en castes ou groupe statutaire à Madagascar

Un autre élément complète la construction identitaire à Madagascar : l'appartenance à un groupe statutaire²⁶ donné. La hiérarchisation des

²⁵ Ibid.

²⁶ Terme plus neutre proposé par F. Raison-Jourde in Raison-Jourde (1991), *Bible et pouvoir*, p. 67-68. Au terme de caste elle suggère de substituer celui de « *groupe statutaire* », tout en reconnaissant que « *ce terme est critiquable à son tour, parce que trop neutre. Il existe en effet chez les Merina un solide esprit de caste.* »



groupes sociaux est apparue avec les royaumes, et est donc antérieure à la dichotomie merina/côtier, qui est apparue avec la colonisation dans le cadre de sa « politique des races », et du fameux « diviser pour régner ». Il existe trois groupes statutaires, mis en place pendant l'époque du « Royaume de Madagascar » : les *andriana* ou les membres de la noblesse, les *hova* ou les hommes libres et les *andevo* ou les esclaves. La colonisation a aboli l'esclavage, mais il semblerait que dans l'imaginaire collectif, les croyances à ce système de caste restent vivaces et importantes. Roubaud, en 1997, dans le cadre d'une étude sur les ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo, avait conclu que « *la question ethnique est une préoccupation mineure, et n'est pas considérée comme une source d'injustice sociale. L'identité ethnique est largement dominée par l'identité nationale. (...) autant le problème de castes, complètement occulté, représente encore un facteur essentiel de la reproduction sociale. (...) les descendants d'esclaves restent toujours confinés dans des positions socialement dominées, et fondamentalement exclus des strates supérieures de la société.* »²⁷ En 2004, lors de son 65^{ème} session à Genève, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale avait fait les remarques suivantes sur « ... *les discriminations qui persistent à l'encontre des descendants d'esclaves, il recommande à Madagascar de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux discriminations fondées sur l'ascendance et de fournir, dans son prochain rapport, des informations détaillées sur la situation des descendants d'esclaves ainsi que sur la persistance du système des castes* ». Le fait que les *ampanjaka*, ou les roitelets soient encore consultés au niveau des différentes populations régionales, et que leur adhésion dans le processus de résolution de crise semble être inévitable, révèle qu'ils gardent une grande influence au sein de leurs communautés d'origine. Le phénomène, quoique complètement masqué et tu à Antananarivo,

²⁷ in Roubaud, François (1997), *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo, facteurs de division ou richesses culturelle*, Projet Madio, Appui à la réflexion macro-économique

semble y être d'une ampleur inégalée ailleurs, comme le montre Cathérine Fournet Guérin²⁸ en précisant que « *ces divisions internes à la société ont été passées sous silence, minimisées, voire niées. Or, depuis quelques années, on assiste à une résurgence de ces questions identitaires particulièrement sensibles, notamment aux deux extrémités de la hiérarchie statutaire, chez les Andriana et chez les Mainty, avec l'expression d'une certaine radicalisation des positions. Les tensions identitaires se font plus fortes et contribuent à fragiliser la citoyenneté tananarivienne* ».

A Antananarivo, la bipartition entre *mainty* et *fotsy* est encore actuelle, et chaque groupe s'identifie à partir de traits physiques communs stéréotypés : les descendants d'*andevo* auraient la peau plus foncée et la chevelure crépue et les descendants d'*andriana* et de *hova* auraient la peau plus claire, et la chevelure lisse. Cette bipartition existe dans l'Antananarivo d'aujourd'hui, même si en parler ouvertement reste délicat, même pour les jeunes. Les réactions sont souvent virulentes sur internet, espace idéal de débats sur les questions taboues, parce qu'il garantit l'anonymat, facteur essentiel pour pouvoir laisser libre cours à ses opinions, alors même que de telles questions sont évitées publiquement. A titre d'exemple, l'article publié en juin 2011 par une jeune bloggeuse intitulé « *Le racisme inter-ethnique à Madagascar* »²⁹ révèle à quel point cette problématique est une question d'actualité au niveau des jeunes, surtout au vu des diverses réactions suscitées par l'article. En tout cas, les propos publiés sur la toile révèlent que la perpétuation de cette bipartition s'effectue essentiellement dans le cercle familial, avec des consignes bien précises, notamment en ce qui concerne les stratégies matrimoniales.

La persistance de cette bipartition et son inscription dans la construction identitaire, même si l'analyse précédente concerne exclusivement la capitale Antananarivo, tient du

²⁸ in Cathérine Fournet Guérin. 2004. *La géographie invisible de la ville : l'inscription des castes dans l'espace urbain de Tana* : Colloque géographie sociale (Rennes, 21-22 octobre 2004)

²⁹ cf. *Le racisme inter-ethnique à Madagascar*, sur Teny Kely, url : <http://tenykely.wordpress.com>, article écrit par Miss Moutarde.



fait qu'elle a été et est toujours un élément essentiel dans les rapports de domination et de pouvoir à Madagascar. En effet, le PCIA indique que « *la dominance d'une élite provenant principalement des hautes terres [essentiellement fotsy] et d'une classe moyenne dans l'administration du secteur éducatif est indéniablement un problème central à Madagascar* ». En outre, parmi ce que les auteurs appellent les discours communs, l'origine des crises qui secouent régulièrement le pays, loin d'être considérés comme de véritables mouvements révolutionnaires, sont plutôt considérés comme étant issus d'une « *lutte d'élites au style byzantin ou même des querelles locales* », lesquelles sont « *des rivalités (...) entre un nombre restreint d'environ 20 familles d'élites* ». Ces discours communs, s'ils ne sont que des composantes d'une réalité plus complexe, ont le mérite de révéler nos croyances.

En résumé, il est utile de préciser que la vie sociopolitique est avant tout une réalité complexe, et comme tout système complexe, elle ne se laisse jamais appréhender totalement. Notre propos ici est de mettre l'accent sur le fait que si ces réalités existent, ce n'est pas tant leur existence qui pose problème, mais plutôt les représentations que nous en faisons, ainsi que l'adaptation de nos comportements en conséquence.

Nos croyances nous conduisent à nous comporter d'une manière spécifique. En particulier, elles nous conduisent à une conséquence ultime, dont la crise actuelle n'est que le corollaire : *la déresponsabilisation*. Quand on se positionne comme victime, on devient victime. Et c'est là que l'instrumentalisation intervient. Le débat n'est pas tant de découvrir qui est derrière cette instrumentalisation, mais plutôt de découvrir pourquoi réussit-elle ? Car nous sommes tous responsables, à un moment donné, de la réussite de cette instrumentalisation. Et à un moment donné, nous en avons été acteurs. Nous nous sommes laissé faire, nous n'avons pas opposé de résistance à cause de nos croyances, et ceux qui avaient détenu un avantage en ont profité – et ils ne sont pas tous forcément malgaches – pour maintenir cet avantage. Ces réflexions nous conduisent vers la dernière partie de cet

article, qui est principalement axé sur l'identification de solutions à long terme.

Conclusions

Nous avons vu au cours de cette étude à quel point nos croyances en certains concepts et leur instrumentalisation ont influencé négativement le processus de démocratisation à Madagascar. Ces concepts font pourtant partie de notre héritage, et ne plus y croire serait renoncer à une partie importante de notre passé commun. Pourtant, il nous faut avancer, et peut-être pourrions nous définir ensemble de nouveaux contenus et de nouvelles applications à ces concepts, afin qu'ils puissent influencer positivement le processus de démocratisation ? C'est ce que le terme de « désacralisation » signifie ici, même s'il peut être considéré comme impropre dans une certaine mesure. Désacraliser, c'est se débarrasser en partie du caractère sacré pour y apporter des éléments rationnels. C'est aussi réduire le flou, pour définir clairement la signification de chaque concept. C'est également en définir le domaine pertinent d'utilisation afin de limiter l'instrumentalisation. Mais pour cela, il nous faut avant tout avoir une vision claire, pour pouvoir identifier des solutions concrètes.

Tout commence par une vision

La vision d'une société qui aura appris à adapter et générer de nouvelles formes de croyances qui sont plus compatibles avec une démocratie. Une société dont les membres auront des relations d'adulte à adulte, et ceci sans considération d'âge, de sexe, d'appartenance à une catégorie donnée. Une société dont les membres croient en leur droit de décider de leur avenir, et qui agissent en conséquence en se positionnant comme acteur responsable à tous les niveaux. Une société dont les membres croient que ses dirigeants, à qui ils n'ont délégué qu'une partie de leur pouvoir, leur sont entièrement redevables. Une société dont les membres croient aux institutions qu'ils ont établies ensemble d'un commun accord, afin de réguler leurs interactions sociales. Une société dont les membres croient que leurs idées ne peuvent se former, se confronter et s'améliorer qu'à travers des débats réguliers et institutionnalisés. Une



société dont les membres sont prêts à militer ensemble pour l'instauration de l'Etat de droit, la justice sociale, l'équité mais aussi la pluralité. Enfin, une société dont les membres considèrent tout être humain, de quelque origine qu'il soit, avec respect.

La vision se décline en actions

1. La désacralisation d'une notion quasi sacrée du pouvoir ne peut se faire que si chaque citoyen accède lui-même et d'une manière concrète au pouvoir. Pour cela, il doit être en mesure d'exercer ce pouvoir au niveau des différents espaces publics qu'il occupe et dans les domaines qui le concernent, au niveau local : décider de la façon dont les ordures ménagères seront gérées, décider de la façon dont les eaux usées seront évacuées, décider de l'endroit où l'école publique sera installée... Le citoyen ne peut exercer ce pouvoir qu'à travers les collectivités décentralisées. D'une part, il délègue son pouvoir au Maire et à son équipe à travers des élections communales régulières, mais d'autre part, il participe aux décisions à travers des rencontres périodiques lors des fora sociaux, ou autres clubs de citoyens... des questions qui le concernent directement ou indirectement. Ces rencontres seront aussi l'occasion de débats qui permettront aux élus de rendre compte de leurs actions, à part d'autres outils de redevabilité. Cela nécessite non seulement une grande capacité de mobilisation des élus locaux, mais aussi l'attribution de compétences requises pour gérer localement les préoccupations des citoyens. En outre, la fiscalité locale pourra être renforcée afin de réduire la dépendance des collectivités à l'Etat central. De telles solutions ne peuvent être envisagées sans l'implémentation effective d'une politique de décentralisation, avec la volonté affirmée du pouvoir central d'accorder leur totale confiance aux élus locaux, à qui la population locale a délégué du pouvoir. Néanmoins, il est nécessaire au préalable d'apporter des réponses aux questions centrales sur la forme d'organisation étatique qui pourrait

le mieux nous convenir, ainsi que le régime approprié : Etat unitaire ou fédéralisme ? régime présidentiel ou parlementaire ? Toutefois, les monarchies ne pourront que renforcer nos croyances aux différents concepts vus précédemment, ce qui risque de ralentir encore plus le processus de démocratisation.

2. La désacralisation de la croyance en la dichotomie *merinal* côtier, ainsi que *mainty/fotsy* passer par la réduction des disparités nées d'une trop longue concentration des investissements publics au niveau central (urbain par rapport à rural, centre par rapport à périphérie, terres centrales par rapport aux terres côtières), les investissements doivent tenir compte de ces disparités, non pas dans une perspective revancharde, mais plutôt sur la base de critères objectifs définis préalablement et qui font l'objet de débats et de résolutions communes. Une politique nationale d'investissements permet de définir les grandes lignes de cette réduction des disparités. Cette politique s'appuie également sur la transparence relative à l'utilisation des recettes de l'Etat, et à une définition commune et concertée de l'allocation des ressources disponibles aux priorités débattues d'une manière démocratique au sein du parlement.

3. La désacralisation de la transposition de la notion de *raiamandreny* aux autorités nécessite la réalisation de plusieurs stratégies qui s'articulent tous autour de l'éducation. L'éducation commence au sein de la famille laquelle doit être accompagnée dans son processus d'éducation, cette dernière étant tournée vers la responsabilisation citoyenne de l'enfant. L'enfant ne doit pas se considérer comme éternellement dépendant de ses parents, mais comme marchant avec eux le temps de devenir un adulte responsable. L'école devient un relais dans ce processus de responsabilisation. Elle doit être un espace où l'enfant et l'adolescent peut apprendre, progressivement, à devenir le citoyen responsable dont la société est en droit d'attendre de lui. Pas celui qui est soumis, mais



- celui qui aime et cultive le débat, celui qui remet en cause les idées de ses aînés, pour expérimenter, pour comprendre et pour les améliorer. Les autres espaces d'éducation devront aussi jouer ce rôle. En particulier, les institutions religieuses joueront un rôle important dans ce développement, mais leurs efforts concerneront essentiellement le domaine spirituel et moral. Pour que cela soit possible, c'est toute la politique même de l'éducation qui doit être remise en cause. Les nouveaux programmes devront tendre dans ce sens, aussi bien dans leur contenu que dans leur approche.
- 4.** Les médias joueront aussi un rôle essentiel, car c'est à travers elles que les croyances sont véhiculées. A travers leur analyse critique, les citoyens apprendront à cultiver eux-mêmes ce recul qui est nécessaire pour éviter la manipulation. A travers leur propre engagement en faveur d'une plus grande citoyenneté de la population, les journalistes pourront être décisifs en diffusant les informations cadrées dans leur contexte, avec un niveau d'analyse qui permet d'en apprécier la portée. La finalisation du Code de communication, l'appui à la professionnalisation des journalistes ainsi que la protection de la liberté de la presse sont autant d'éléments qui devraient figurer en priorité dans la politique nationale sur la communication.
- 5.** Les jeunes sont les plus exposés à la manipulation, de par leur vulnérabilité idéologique, sociale et économique. La promotion de la jeunesse est nécessaire et ne sera pas seulement axée sur les loisirs, comme il est de coutume de le faire. La politique de la jeunesse sera essentiellement axée sur la promotion des espaces d'échanges et de débats pour les jeunes afin qu'ils puissent construire et se construire sur la base du pluralisme d'idées, et partant la tolérance et le respect. Elle pourra aussi s'appuyer sur les nouvelles technologies, et les réseaux sociaux et les blogs ne devront plus être un espace pour les coups de gueule, parce qu'il garantit l'anonymat. Il devrait plutôt devenir un espace virtuel qui rapproche les malgaches entre eux d'une part, mais qui nous

permet aussi d'autre part d'aller au-delà de notre insularité.

6. La désacralisation du *fihavanana* pourra se faire à travers une redéfinition commune des contenus de ce concept. Les débats devront être ouverts, en particulier en encourageant les jeunes, aussi bien ruraux qu'urbains. Que signifie le concept pour eux ? Ces significations sont-elles porteuses de sens, et lesquels ? Il est souvent rappelé que le *fihavanana* fait parti de notre héritage culturel. Mais nous l'avons vu, le *fihavanana* peut aussi être un facteur d'exclusion, surtout quand il n'est pas appliqué à la communauté malgache toute entière. La question de la réconciliation est ici fondamentale, en ce sens qu'elle permet de surmonter les clivages à travers l'expression de nos ressentiments mutuels et de nos peurs les plus profondes (peur de génocide, peur d'exclusion...) dans un climat de calme et de respect. La réconciliation consiste à accepter le passé tel qu'il est, et à apprendre à pardonner. La réconciliation n'est pas seulement de trouver à tout prix les éventuels bourreaux et de dédommager les victimes dans un processus de réparation, même si ce schéma n'est pas à écarter. Elle consiste surtout à accepter publiquement que les fractures nées de la différence existent et que des solutions seront engagées afin de les réduire. Le pardon est un acte symbolique, auquel toute la population devrait participer, aussi bien les tenants du pouvoir que le simple citoyen, et il doit être accompagné de mesures et engagement définis dans un cadre légal et institutionnel, afin que les fractures du passé ne resurgissent pas.

7. La désacralisation de nos croyances concernant nos identités pourrait être commencée à travers notre langue. La langue malgache est toujours source de polémique, et elle est aussi un facteur de division. La langue dite officielle se base essentiellement sur le dialecte *merina*. Quoi de plus discriminant que de considérer un dialecte régional comme langue officielle ? Bien sûr, quelques mots pêchés dans les autres dialectes y ont été



- ajoutés, mais cela suffi-il pour que chaque communauté régionale s’y identifie ? Les diversités linguistiques, quoique étudiées d’une manière purement théorique par les linguistes, devraient être également valorisées à travers des échanges, des rencontres, mais surtout dans leur promotion en tant que langue d’enseignement. L’utilisation de la langue malgache dans l’enseignement de base, ainsi que son enrichissement lexical, devront être une question fondamentale, et les réflexions concernant cette possibilité et sa concrétisation devront voir participer non seulement les linguistes et académiciens, mais aussi les parents, les institutrices, les éducateurs, les jeunes, les élus...à travers un processus qui inclut des conférences régionale et nationale, et dont l’issue est la promulgation d’une loi.

8. La construction d’une identité nationale est aussi favorisée par la promotion d’une culture commune et la création est essentielle dans tous les domaines artistiques. Il est dommage de voir que certains artistes malgaches réussissent à l’international, et sont confrontés à un mur d’incompréhension au niveau national. L’absence d’espaces culturels pour promouvoir ces artistes et l’absence d’un véritable dialogue de cultures y est pour quelque chose, rôle qui devrait revenir au gouvernement malgache en premier lieu, à travers une politique culturelle qui tient compte de notre pluralité. La protection de la propriété de l’œuvre artistique et intellectuelle et les droits y afférents devra y figurer en bonne place.



Bibliographie et webographie

Ouvrages et articles

Christian Alexandre (2003), *Le Malgache n'est pas une île*, Foi et Justice, Série « Soatoavina malagasy – valeurs malgaches »

Banque mondiale (2011), *L'urbanisation ou le nouveau défi malgache*

Cathérine Fournet Guérin (2004), *La géographie invisible de la ville : l'inscription des castes dans l'espace urbain de Tana* : Colloque géographie sociale (Rennes, 21-22 octobre 2004)

Jean-Aimé A. Raveloson (2000), *Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn*, <http://hss.ulb.uni-bonn.de:90/2000/0181/0181.pdf>

Jacques Van Rillaer (2009), *Les croyances : une question d'interactions sociales*, dossier coordonné par Nicolas Gauvrit – SPS n°284, url : <http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?article1116>

Marie Pierre Ballarin s.d, *Culte des ancêtres royaux et légitimation du pouvoir dans la région de Majunga (nord-ouest de Madagascar) 1822-2004*, p 191 – 217

Oliver Jütersonke, Monsef Kartas (2010), *Peace and Conflict Impact Assessment, Madagascar*, The Graduate Institute, Centre on conflict, Development and peacebuilding, Geneve
Patricia Rajeriarison, Sylvain Urfer (2010), *Idées reçues : Madagascar, Histoire et Civilisations*, Ed. Le Cavalier Bleu

Raison-Jourde (1991), *Bible et pouvoir à Madagascar au XIXème siècle*, Karthala Editions, 840 pages

Raymond A Ramandimbilihatra (2010), *Etat et Ethnicité à Madagascar*, FES Madagascar
Roubaud, François (1997), *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo, facteurs de division ou richesses culturelle*, Projet Madio, Appui à la réflexion macro-économique

Voankazoanala (2011), *Le henamaso, taureau à dompter*, Foi et Justice, série « Soatoavina malagasy »

Sites web

Athéisme, l'homme debout, <http://atheisme.free.fr>

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL), <http://www.cnrtl.fr>

La Toupie, <http://www.toupie.org/Dictionnaire>

Ny haisoratra malagasy, <http://www.haisoratra.org>

Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale, http://www.aidh.org/ONU_GE/Racisme

Revue.org : Centre pour l'édition électronique ouverte, plateforme de revues et collections de livres en sciences humaines et sociales, <http://www.revues.org/>

Teny Kely, url : <http://tenykely.wordpress.com>



A propos de l'auteur

Mme. Harisoa Rasamoelina est Ingénieure de formation, sociologue, sortante du YLTP (Youth Leadership Training Program), promotion 2010.

Coordination : J.-A. Raveloson

Impressum

Friedrich-Ebert-Stiftung
Madagascar
Immeuble Anjarasoa
Route circulaire, Ankorahotra
B.P. 3185
Antananarivo 101
Madagascar

Responsable:
J.-A. Raveloson
Représentant-National de la Friedrich-Ebert-Stiftung

fon: (261 20) 22 344 24
Fax: (261 20) 22 257 31
e-mail: info@fes-madagascar.org
<http://www.fes-madagascar.org>